

IRAN



4 octobre 2018



Les services de police (NAJA) et leur coopération avec les gardiens de la révolution

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Tables des matières

Introduction.....	3
1. Services de police de la NAJA.....	3
1.1. Services généraux.....	3
2.2. Les unités spéciales et la NOPO, services chargés de la répression des manifestations	4
1.2. Un maillage territorial important	5
1.3. Profils des recrues de la NAJA	5
1.3.1. Une présence importante de jeunes appelés sous les drapeaux.....	5
1.3.2. Un accroissement de cadres et de recrues issus des gardiens de la révolution	5
2. Répression de mouvements étudiants et ouvriers avant les contestations post-électorales de 2009	6
2.1. Manifestations estudiantines	6
2.2. Revendications économiques et mouvements sociaux	6
3. 2009, une année marquée par la violence des forces de l'ordre à l'encontre des manifestants.....	7
3.1. La répression des manifestations post-électorales de juin 2009.....	7
3.2. Des commémorations réprimées ou interdites entre juillet et décembre 2009 ...	9
4. 2011-2018, la répression de contestations socio-économiques	10
4.1. Manifestations de soutien et revendications socio-économiques	10
4.2. Décembre 2017, reprise de contestations d'ampleur	10
Bibliographie.....	12

Résumé : Les forces de police connues sous l'appellation NAJA ont été impliquées dans la répression des manifestations depuis leur création en particulier ses unités spéciales dont la NOPO. Pour réprimer les manifestations, elles collaborent avec les gardiens de la révolution et les bassidjis.

Abstract: Law enforcements forces known as NAJA have been involved in the repression of demonstrations since their creation especially their special units and sub-unit called NOPO. In the suppression of demonstrations, they do collaborate with the guardians of the revolution and the bassijis.

Nota : La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

Introduction

Les forces de l'ordre de la république islamique d'Iran, appelées couramment par leur acronyme NAJA¹, sont rattachées au ministère de l'Intérieur iranien tout en étant subordonnées au guide de la révolution Ali Khamenei, commandant en chef des forces armées en Iran. Ce dernier nomme le responsable de la NAJA. Le service du guide de la révolution est chargé de l'endoctrinement des recrues de la police².

1. Services de police de la NAJA

1.1. Services généraux

A leur création en 1991, les forces de l'ordre étaient divisées en trois branches principales:

- Le commandement national de la police ;
- L'organisation politico-idéologique ;
- L'organisation du contre-espionnage³.

Au sein des forces de police iraniennes se trouvent des services chargés du contrôle des frontières, de la lutte contre les stupéfiants et contre les activités criminelles et une police de la circulation⁴.

La NAJA n'opère que sur le territoire iranien⁵.

A la fin des années 1990, plusieurs départements chargés des relations avec la société dont un département des affaires sociales ont été mis en place ainsi que l'unité de police 110 [l'équivalent de la police-secours française qui intervient rapidement sur appel téléphonique]⁶.

Deux autres branches ont été fondées en 2009 : la police de prévention et des opérations (PPVA) et la police de sécurité publique et des renseignements (PAVA). La première est responsable du contrôle des postes de police et de la création de nouveaux postes de police, des unités de protection déployées auprès d'organismes gouvernementaux et de la prévention criminelle. Au sein de la PPVA se trouve le centre de protection et de surveillance des services de discipline qui est notamment responsable de la délivrance des autorisations de ports d'armes. La PAVA supervise plusieurs services tels que la police diplomatique, le bureau des affaires migratoires et des citoyens étrangers et la police de la sécurité morale. Selon le chercheur Saeid Golkar (docteur en sciences politiques et auteur d'un rapport récent sur les forces de police en Iran), les trois branches principales de la PAVA sont :

- La police du renseignement, qui dispose d'un réseau d'informateurs, infiltre les syndicats professionnels, identifie et arrête les personnes qui ont des activités religieuses non autorisées ou encore localise les habitations qui servent de lieux de culte pour des mouvements chrétiens « souterrains » ;
- La police de sécurité publique, qui procède à l'arrestation des criminels et confisque les paraboles satellitaires illégales ;

¹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p.1.

² GOLKAR Saeid, 07/2018, p.2.

³ GOLKAR Saeid, 07/2018, p.2.

⁴ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 6.

⁵ *The Jamestown Foundation*, 11/09/2017.

⁶ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 3.

- La police de la surveillance des établissements et lieux publics, qui contrôle les commerces⁷.

En 2004, une unité chargée de traquer les activités et les cybercriminels a été mise en place. Ce n'est qu'en 2011 qu'un vrai bureau chargé de ces questions a été établi, le FATA⁸. A la suite des manifestations de 2009 de nouvelles branches ont été créées : des unités de protection et des unités de police volontaire⁹. Ces dernières sont affectées dans différents services de la NAJA. Les volontaires recevaient comme avantage le droit d'effectuer leur service militaire dans leur ville d'origine et étaient prioritaires pour intégrer ensuite l'armée¹⁰.

2.2. Les unités spéciales et la NOPO, services chargés de la répression des manifestations

En 1996, une unité spéciale, la NOPO, a été créée pour lutter contre les soulèvements populaires et maintenir l'ordre. Depuis les violences de cette unité contre des étudiants dans l'université de Téhéran en 1999, elle est perçue comme la branche « responsable de la répression politique »¹¹.

Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de sécurité publique en 2005, ces unités spéciales de police

« ont effectué de violents raids nocturnes pour arrêter des « voyous », drogués et toute personne considérée comme un danger pour la sécurité publique et la moralité. Ils ont frappé des criminels dans des espaces publics, les ont humiliés devant des caméras, en les forçant, par exemple, à porter à leur cou des bidons d'eau utilisés pour les ablutions »¹².

En 2007, de nouvelles unités policières ont été créées : les unités de crise et les unités spéciales (YEGOP) dont l'objet est « d'aider les autres branches de la police à remplir leurs missions ». Les unités spéciales sont surtout en charge du « contrôle de la foule, des manifestations et émeutes »¹³, des activités de contre-terrorisme et de la libération des otages. Dans la seule ville de Téhéran ont été dénombrées 4 unités spéciales. En juillet 2014, le brigadier général Hassan Karami a été nommé chef des unités spéciales de la NAJA¹⁴, poste qu'il occupait encore en septembre 2016¹⁵.

Depuis 2007, les missions spécifiques de contre-terrorisme et de libération d'otages ont été dévolues à la NOPO, devenue désormais une branche des unités spéciales¹⁶. En août 2014 Hossein Amajadian chef de cette unité expliquait dans une interview octroyée à *Tasnim news* que la NOPO était une

« force principale de contre-terrorisme » et « ses responsabilités essentielles sont la libération d'otages, [les situations de] conflit et de déjouer des opérations terroristes »¹⁷.

⁷ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 6.

⁸ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 7.

⁹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 6.

¹⁰ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 7.

¹¹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 3.

¹² GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5.

¹³ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5.

¹⁴ *Al Monitor*, 02/09/2014.

¹⁵ *Tehran Times*, 27/09/2016.

¹⁶ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5; *Al Monitor*, 02/09/2014.

¹⁷ *Tasnim news*, 25/08/2014.

Un article de la *British Broadcasting Company* (BBC) affirme que la NOPO est divisée en trois bataillons : Musi Bein Jafar, Amir al Momenin et Imam Khomeini¹⁸.

En 2013, ces unités spéciales seraient dotées de 60 000 membres¹⁹ et une unité féminine a été ajoutée au sein de la police anti-émeutes²⁰.

1.2. Un maillage territorial important

Dans chaque province sous contrôle hiérarchique du commandement national se trouve un commandement de la police qui chapeaute tous les postes de police²¹. Chaque poste de police a la même structure²². Afin de maintenir l'ordre public et de mieux contrôler les syndicats et associations de commerçants, le nombre de commissariats est passé de 311 à 748 entre les années 2000 et 2003²³.

Dans chaque ville, il y a un département chargé de la discipline²⁴. Par ailleurs, dans chaque province, se trouve une unité spéciale (YEGOP) dont le responsable hiérarchique est le quartier général des unités spéciales sis à Téhéran²⁵.

1.3. Profils des recrues de la NAJA

1.3.1. Une présence importante de jeunes appelés sous les drapeaux

Selon le chercheur Saeid GOLKAR, les employés de la NAJA sont divisés entre les cadres qui sont des employés à plein temps et les appelés qui sont dans la NAJA le temps de leur service militaire obligatoire de deux ans²⁶. Ces derniers composeraient la moitié des effectifs estimés à 300 000 personnes en juillet 2018²⁷. En 2014, les salaires et avantages des policiers ont été augmentés afin d'endiguer les demandes d'affectations aux forces spéciales où les salaires étaient plus intéressants²⁸.

1.3.2. Un accroissement de cadres et de recrues issus des gardiens de la révolution

En 1992, le général Reza Seifollahi, appartenant aux forces aériennes des gardiens de la révolution, a été nommé n°2 de la NAJA et selon Saied GOLKAR, cela a « ouvert la voie à l'accroissement du nombre de commandants des gardiens de la révolution nommés au sein de la police iranienne et à leur prépondérance à des postes d'encadrement importants ou de niveau intermédiaire dans la NAJA »²⁹.

Entre 1999 et mars 2005 Mohammad Baqer Qalibaf, ancien commandant des gardiens de la révolution a été le chef de la NAJA avant de céder son poste au brigadier général Esmail Ahmadi Moqaddam, lui aussi commandant des gardiens de la révolution et anciennement responsable des *bassidjis* à Téhéran³⁰. En raison de ses liens, dès 2005, la NAJA a mis en place un plan de sécurité publique en coopération avec les *bassidjis*³¹. Ces derniers ont

¹⁸ *BBC farsi*, 24/06/2014.

¹⁹ *Al Monitor*, 02/09/2014.

²⁰ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 7.

²¹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 2.

²² GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 3.

²³ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 4.

²⁴ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 2.

²⁵ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5.

²⁶ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 4.

²⁷ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 4.

²⁸ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 7.

²⁹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 3.

³⁰ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 4.

³¹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5.

d'ailleurs composé 75% des nouvelles recrues de la police en 2006 et plus de 80% en 2007³².

2. Répression de mouvements étudiants et ouvriers avant les contestations post-électorales de 2009

2.1. Manifestations estudiantines

En 1999, des manifestations estudiantines pour la liberté de la presse ont été réprimées par les forces de l'ordre. Au cours des affrontements un étudiant est décédé³³. Le Conseil suprême de sécurité nationale a reconnu ensuite que des membres de la force NOPO avaient pénétré dans les dortoirs de l'université de Téhéran. L'un des commandants, Farhad Arjomandi, a fait l'objet d'un procès à l'issue duquel il a été innocenté³⁴. En juillet 2003, des étudiants ont manifesté contre la privatisation des universités. Cependant « la police les a facilement contrôlés et réprimés.³⁵»

Au printemps 2006, de nouveaux affrontements ont eu lieu sur les campus des universités de Téhéran et d'Amir Kabir (sis à Téhéran). 40 membres des forces de l'ordre et 70 étudiants ont été blessés³⁶. Selon *Radio Free Europe*, il est difficile d'identifier les forces de l'ordre impliquées, car ces agents sont habillés en civil et les personnes arrêtées sont détenues dans des lieux tenus secrets³⁷.

2.2. Revendications économiques et mouvements sociaux

Le 4 février 2007, une première manifestation de professeurs pour une augmentation des salaires devant le parlement sis à Téhéran « a été réprimé par des agents de sécurité et la police anti-émeutes »³⁸.

Le 4 mars 2007, lors d'une manifestation pacifique, 30 militantes ont été arrêtées³⁹. Quatre jours plus tard, le 8 mars 2007, des manifestants, rassemblés devant le parlement pour la journée internationale de la femme ont été frappés par des policiers armés de bâtons, causant plusieurs blessés⁴⁰. Le même jour, des étudiants et des professeurs ont manifesté pour protester contre les salaires et leurs conditions de travail, 20 d'entre elles ont été arrêtées⁴¹. Selon le quotidien *The Guardian* cité par *Radio Free Europe*, un millier de personnes ont été arrêtées à Téhéran le 14 mars 2007 au cours d'un rassemblement⁴².

En octobre 2007, la police anti-émeutes a de nouveau été mobilisée pour protéger les stations-service après que plusieurs d'entre elles ont été incendiées à la suite de l'augmentation du prix de l'essence⁴³.

Entre le 8 avril et 26 mai 2008, les forces de police et la police anti-émeutes ont réprimé dans la violence à trois reprises les manifestations des ouvriers de l'usine de sucre *Haft-*

³² GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 4.

³³ RFE/RL, 31/07/2006

³⁴ *Al Monitor*, 02/09/2014

³⁵ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 4

³⁶ RFE/RL, 24/05/2006

³⁷ RFE/RL, 02/06/2006

³⁸ RFE/RL, 19/03/2007

³⁹ RFE/RL, 08/03/2007

⁴⁰ RFE/RL, 08/03/2007

⁴¹ RFE/RL, 08/03/2007.

⁴² RFE/RL, 19/03/2007

⁴³ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5

Tapeh sise dans la ville de Shush. 12 ouvriers ont été arrêtés le 26 mai 2008⁴⁴. Le 1^{er} mai 2009, des ouvriers rassemblés avant le défilé à Téhéran ont été « violemment attaqués⁴⁵ ».

En janvier 2009, des affrontements se sont déroulés entre des manifestants et les unités spéciales. Un véhicule appartenant à ces dernières a roulé sur un manifestant⁴⁶.

3. 2009, une année marquée par la violence des forces de l'ordre à l'encontre des manifestants

3.1. La répression des manifestations post-électorales de juin 2009

Le 12 juin 2009, s'est déroulé le scrutin pour élire le 10^{ème} président de la république islamique d'Iran⁴⁷. Dès le lendemain, des manifestations ont eu lieu à Téhéran⁴⁸ pour protester contre des résultats considérés comme frauduleux⁴⁹.

La milice *bassidj* et des forces des gardiens de la révolution ont participé à la répression des manifestations⁵⁰. En avril 2010, Mohammad Pakpour, chef des forces terrestres des gardiens de la révolution a d'ailleurs reconnu cette participation⁵¹.

Les forces de police ont aussi été actives lors de la répression de ces manifestations⁵² et selon le quotidien *Al Monitor*, les unités spéciales sont l'une

« des principales forces [de sécurité] impliquées dans la répression des partisans du mouvement durant les troubles post-électorales de 2009 »⁵³.

Ces unités spéciales se sont fait connaître pour leurs actes de violences perpétrés la nuit du 14 juin lorsqu'elles ont fait irruption dans la résidence universitaire de l'université de Téhéran à 2h00 à la suite d'échanges de projectiles avec des étudiants⁵⁴. Ces derniers s'y étaient retranchés après avoir été frappés avec des chaînes par des *bassidjis*⁵⁵ pensant être à l'abri. En effet, depuis les émeutes estudiantines de 1999, les forces de l'ordre ne peuvent pénétrer dans une enceinte universitaire qu'une fois avoir reçu l'autorisation du conseil d'administration de ladite université⁵⁶. Les forces de police équipées de tenues anti-émeutes ont fait usage de gaz lacrymogènes et frappé indifféremment les étudiants présents, que ceux-ci aient ou non participé aux manifestations⁵⁷. En raison de l'extrême violence des membres de la police anti-émeutes, des *bassidjis* ont essayé de les arrêter⁵⁸. Au cours de cette intrusion, des étudiants ont été abattus sur place ou sont décédés à la suite de leurs blessures le lendemain matin⁵⁹. A la suite de ces violences, certains étudiants

⁴⁴ Center for Human Rights in Iran, 29/05/2008

⁴⁵ RFE/RL, 07/05/2009

⁴⁶ *Al Monitor*, 02/09/2014

⁴⁷ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁴⁸ *Al Monitor*, 02/09/2014

⁴⁹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5

⁵⁰ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5 et p. 8 ; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁵¹ Center for Human Rights in Iran, 06/2010, p. 20

⁵² GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5 et p. 8 ; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁵³ *Al Monitor*, 02/09/2014

⁵⁴ *Al Monitor*, 02/09/2014

⁵⁵ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁵⁶ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013; *The Guardian*, 23/02/2010

⁵⁷ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁵⁸ *The Guardian*, 23/02/2010; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013; *Al Monitor*, 02/09/2014; GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5

⁵⁹ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

ont été alignés devant l'un des bâtiments de la résidence universitaire, avec un sac plastique sur la tête et les mains liés avant d'être emmenés pour interrogatoire⁶⁰.

Les forces de l'ordre épaulées des milices *bassidjis*⁶¹ ont fait usage de la violence dans d'autres campus ou résidences universitaires : à Tabriz⁶² où la police anti-émeutes a encerclé le campus universitaire⁶³, à Babol⁶⁴, Hamedan⁶⁵ Machhad, Zahedan, Ispahan et Chiraz⁶⁶ où 7 étudiants seraient décédés au cours des échauffourées avec la police anti-émeutes⁶⁷.

Le lundi 15 juin, des affrontements ont eu lieu entre les manifestants téhéranais et les forces de police⁶⁸ et milices *bassidjis*⁶⁹ causant de nombreux blessés et des morts⁷⁰ par balles ou à la suite de blessures crâniennes infligées par des matraques⁷¹. Des décès ont aussi été comptabilisés dans les villes d'Ispahan, Machhad et Kermanshah⁷².

Les manifestations ont ensuite continué à Téhéran jusqu'à leur répression le 20 juin par les unités spéciales, les *bassidjis* et les gardiens de la révolution⁷³. Au regard du nombre de forces de sécurité déployées, l'ONG *Iran Human Rights Documentation Center* affirme

« qu'on ne peut pas dire avec certitude si ces forces [de sécurité] ont été déployées à partir d'autres villes vers Téhéran, mais [il est clair que] le nombre total de forces [de sécurité] ne peut pas être hébergé dans les bases de Téhéran. ⁷⁴ »

Les manifestants tentant de rejoindre la place de la révolution à Téhéran ont été violemment frappés par des hommes habillés en civil et par d'autres à moto, ou ont été repoussé par des canons à eau ou des gaz lacrymogènes⁷⁵, tandis que des miliciens tiraient sur la foule depuis les toits⁷⁶. Des heurts se sont aussi déroulés entre les manifestants et les forces de l'ordre dans les villes de Shiraz, Ispahan et Machhad⁷⁷. Le gouvernement a annoncé la mort de 11 personnes au cours des manifestations du 20 juin qui se sont déroulées à Téhéran. Cependant, l'ONG *Center for Human Rights in Iran* affirme que trois hôpitaux proches des lieux des manifestations ont fait état de 34 cadavres dans leur morgue⁷⁸.

Le 24 juin, un rassemblement devant le parlement iranien a été dispersé par des forces de sécurité à motocyclettes et armées de matraques⁷⁹.

Le bilan final des autorités iraniennes fait état de 48 morts, chiffre contesté par l'ONG *Center for Human Rights in Iran* qui affirme qu'il y a eu des centaines de blessés et au moins 100 morts⁸⁰. Certaines personnes sont, d'ailleurs, décédées au cours de leur

⁶⁰ *The Guardian*, 23/02/2010

⁶¹ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁶² Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013; *The Guardian*, 15/06/2009

⁶³ *The Guardian*, 15/06/2009

⁶⁴ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013, *The Guardian*, 15/06/2009

⁶⁵ *The Guardian*, 15/06/2009

⁶⁶ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁶⁷ *The Guardian*, 15/06/2009

⁶⁸ Center for Human Rights in Iran, 06/2010, p. 10

⁶⁹ RFE/RL, 19/06/2009; RFE/RL, 16/06/2009; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁷⁰ RFE/RL, 19/06/2009; RFE/RL, 16/06/2009; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013; Center for Human Rights in Iran, 06/2010, p. 10

⁷¹ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013; RFE/RL, 19/06/2009

⁷² Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013; RFE/RL, 19/06/2009

⁷³ *AI Monitor*, 02/09/2014; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁷⁴ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁷⁵ RFE/RL, 21/06/2009

⁷⁶ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁷⁷ RFE/RL, 21/06/2009

⁷⁸ Center for Human Rights in Iran, 15/07/2009

⁷⁹ RFE/RL, 26/06/2009

⁸⁰ Center for Human Rights in Iran, 06/2010, p. 20

détention dans la prison de Kahrizak⁸¹. Dans ce centre de détention, les services de renseignements des gardiens de la révolution ont fait usage de violences psychologiques et physiques à l'encontre des détenus afin d'obtenir des aveux⁸².

3.2. Des commémorations réprimées ou interdites entre juillet et décembre 2009

Les participants à une manifestation non autorisée pour commémorer les dix années des protestations étudiantes de 1999, le 9 juillet 2009, ont été frappés par des forces de police⁸³, des forces spéciales et des hommes en civil⁸⁴, et repoussés par des canons à eau⁸⁵. Les manifestants qui ont riposté en lançant des pierres ont fait l'objet de coups de matraques et de chocs électriques avant d'être arrêtés et transférés à la prison de Kahrizak. Le lendemain, trois des manifestants arrêtés sont décédés⁸⁶.

Les forces de l'ordre ont empêché par l'usage de la violence les personnes rassemblées pour commémorer les 40 jours du décès de Ned Agha Sultan (dont la mort par balle le 20 juin a été filmée et diffusée sur l'internet) et accéder à sa tombe à Téhéran. 50 personnes ont été arrêtées⁸⁷.

Le 4 novembre - jour de commémoration de la prise d'otages à l'ambassade des Etats unis en 1979- les manifestants rassemblés à Téhéran⁸⁸, Shiraz, Rasht, et Tabriz⁸⁹ ont été dispersés à coup de matraques et de gaz lacrymogène par les forces anti-émeutes, les *bassidjis* et les gardiens de la révolution. Les forces de l'ordre ont aussi procédé à des arrestations⁹⁰.

Le 7 décembre, journée des étudiants, les forces de l'ordre ont enfermé les étudiants sur les campus de Téhéran, Kerman, Machhad, Ispahan, Hamadan et Sanandaj afin d'éviter que leurs manifestations ne débordent sur l'espace public. Cependant des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre dans les rues de Shiraz et de Téhéran et sur les campus de Hamedan et de Téhéran où se trouvaient des étudiants affiliés aux *bassidjis*⁹¹.

Le 20 décembre, l'ayatollah Hossein-Ali Montazeri, l'un de fondateurs de la république islamique d'Iran avant d'en devenir un fervent critique est décédé⁹². Les participants à ses funérailles le lendemain dans la ville de Qom ont été violentés par des miliciens *bassidjis*. Le surlendemain un office à la mosquée Sayed a été interrompu dans la violence par environ 2 000 policiers en civil et des membres de la police anti-émeute. 50 personnes ont été arrêtées⁹³.

La veille de la commémoration religieuse de l'*ashoura*, le sermon de Mohammad Khatami délivré dans la mosquée de Jamaran (Téhéran) a été interrompu par 50 miliciens. Le jour

⁸¹ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 5

⁸² Center for Human Rights in Iran, 06/2010, p. 20

⁸³ RFE/RL, 10/07/2009.

⁸⁴ Center for Human Rights in Iran, 04/11/2009

⁸⁵ RFE/RL, 10/07/2009.

⁸⁶ Center for Human Rights in Iran, 04/11/2009

⁸⁷ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁸⁸ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁸⁹ Center for Human Rights in Iran, 04/11/2009

⁹⁰ Center for Human Rights in Iran, 04/11/2009; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁹¹ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁹² Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁹³ Center for Human Rights in Iran, 23/12/2009; Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

de l'ashoura, le 27 décembre, des heurts entre des manifestants et les forces *bassidjis* et la police anti-émeute ont éclaté dans les villes de Machhad, Tabriak, Babol, Najafabad, Ispahan, Shiraz, Ardebil et Orumieh⁹⁴. Les forces de l'ordre ont tiré sur les manifestants causant la mort d'au moins 8 personnes, tandis que 300 autres ont été arrêtées⁹⁵.

4. 2011-2018, la répression de contestations socio-économiques

4.1. Manifestations de soutien et revendications socio-économiques

Le 14 février 2011, des Iraniens sont descendus dans la rue en soutien aux manifestants égyptiens et tunisiens dans les villes de Téhéran, Ispahan, Shiraz, Kermanshah et dans la province du Gilan⁹⁶. Les manifestants ont été réprimés par des policiers en civil et des forces spéciales de la police⁹⁷ qui ont utilisé des gaz lacrymogènes, des matraques, des matraques électriques et des armes à feu, au moins un manifestant a été tué⁹⁸. Plusieurs blessés et personnes arrêtées ont été comptabilisés⁹⁹.

En octobre 2012, à la suite de la dévaluation du rial, des vellités de manifestations dans le centre de Téhéran organisées par des marchands du bazar central, des marchands d'or et des propriétaires de bureaux de change ont été réprimées par la police anti-émeute et les gardiens de la révolution¹⁰⁰.

En décembre 2016, la police anti-émeute a réprimé des syndicalistes rassemblés devant la mairie de Téhéran pour obtenir leurs allocations. Certains d'entre eux ont été grièvement blessés et des arrestations ont eu lieu¹⁰¹.

En septembre 2017, alors que des ouvriers manifestaient pour réclamer leurs salaires dans la ville d'Arak, ils ont été frappés par des forces de police et des forces de la police anti-émeutes qui ont mené des arrestations¹⁰².

4.2. Décembre 2017, reprise de contestations d'ampleur

Le 28 décembre 2017, des mouvements de protestation contre le coût de la vie ont commencé dans ville de Machhad¹⁰³ avant de se propager dans les villes de Téhéran, Rasht, Kermanshah, Ispahan, Hamadan¹⁰⁴ et finalement dans plus d'une douzaine de villes¹⁰⁵ ou dans 80 villes¹⁰⁶ selon les sources consultées.

Selon le chercheur Saeid GOLKAR :

« en décembre 2017 [...] par rapport à 2009 [la police iranienne] était plus professionnelle notamment dans les grandes villes où elle a pu s'entraîner aux

⁹⁴ Iran Human Rights Documentation Center, 21/05/2013

⁹⁵ RFE/RL, 28/12/2009

⁹⁶ Center for Human Rights in Iran, 14/02/2011

⁹⁷ Center for Human Rights in Iran, 14/02/2011; HRW, 14/02/2011

⁹⁸ Center for Human Rights in Iran, 14/02/2011

⁹⁹ HRW, 14/02/2011

¹⁰⁰ RFE/RL, 03/10/2012.

¹⁰¹ Center for Human Rights in Iran, 06/12/2016

¹⁰² Center for Human Rights in Iran, 21/09/2017

¹⁰³ BBC, 28/12/2017

¹⁰⁴ BBC, 29/12/2017

¹⁰⁵ HRW, 02/01/2018

¹⁰⁶ *The New York Times*, 04/08/2018

missions anti-émeutes [...]. Dans les petites villes, où la police ordinaire a été impliquée, il y a eu plus de blessés, largement dû à la peur et au manque de professionnalisme de certains policiers- notamment les conscrits qui ne servent [dans la police] que deux années. [...] le régime n'a pas eu besoin d'utiliser les forces *bassidjis* et celles des gardiens de la révolution contrairement à 2009 »¹⁰⁷.

Le 1^{er} janvier 2018, un porte-parole des gardiens de la révolution a confirmé cet état de fait expliquant que les milices *bassidj* avaient été déployées sur le territoire, mais que « pour l'instant la police n'a pas senti le besoin de faire intervenir les gardiens de la révolution »¹⁰⁸. Le même jour, un média gouvernemental a annoncé la mort d'au moins 19 personnes dans les villes de Shahinshahr (province d'Ispahan, Tuyserkan (province d'Hamadan), Dorud (province de Lorestan) et Izeh (province de Khuzestan)¹⁰⁹. Ce chiffre était monté à 22 le 3 janvier avec des personnes tuées dans les villes de Qahderijan, Khomeini Shahr¹¹⁰ dont deux membres des forces de sécurité¹¹¹.

Le 14 janvier 2018, le bilan des morts a été chiffré à 25 personnes et le nombre des arrestations à 440¹¹². Le *New York Times* affirme qu'il y a eu 4 000 arrestations¹¹³.

Concernant ces décès, le porte-parole du ministère de la Justice a affirmé qu'aucune [des 25 victimes recensées] n'avait été tuée par l'utilisation d'armes à feu par les forces de sécurité, car celles-ci avaient reçu l'ordre de ne pas utiliser leurs armes »¹¹⁴.

En février 2018, des violences ont éclaté entre des forces de sécurité et des membres de l'ordre derviche Gonabadi rassemblés pour protester contre l'arrestation d'un des leurs à Téhéran. L'un des manifestants a délibérément renversé avec son bus des policiers anti-émeutes en tuant trois ainsi qu'un *bassidji*¹¹⁵.

En juin 2018, des affrontements ont eu lieu entre des forces de police et des manifestants dans la ville de Khorramshahr¹¹⁶.

¹⁰⁷ GOLKAR Saeid, 07/2018, p. 8

¹⁰⁸ Center for Human Rights in Iran, 02/01/2018

¹⁰⁹ Center for Human Rights in Iran, 02/01/2018

¹¹⁰ Center for Human Rights in Iran, 03/01/2018

¹¹¹ HRW, 02/01/2018

¹¹² RFE/RL, 14/01/2018

¹¹³ The New York Times, 04/08/2018

¹¹⁴ RFE/RL, 14/01/2018

¹¹⁵ The New York Times, 20/02/2018

¹¹⁶ RFE/RL, 01/07/2018

Bibliographie

Sites web consultés en septembre et octobre 2018

Centres de recherches et publications universitaires

GOLKAR Saeid, "The Evolution of Iran's Police Forces and Social Control in the Islamic Republic", Middle East Brief n°120, Crown Center, Brandeis University, 07/2018, 10 p., <http://www.brandeis.edu/crown/publications/meb/meb120.html>

The Jamestown Foundation, "Containment and Strike: Iran's Drone Program", 11/09/2017, Terrorism Monitor Volume: 15 Issue: 17, <https://jamestown.org/program/containment-and-strike-irans-drone-program/>

ONG

Center for Human Rights in Iran, "22 Killed and Hundreds Arrested as Iran's Supreme Leader Blames Protests on Foreign "Enemies"", 03/01/2018, <https://www.iranhumanrights.org/2018/01/22-killed-and-hundreds-arrested-as-irans-supreme-leader-blames-protests-on-foreign-enemies/>

Human Rights Watch, "Iran: Investigate Killings of Protesters", 02/01/2018, <https://www.hrw.org/news/2018/01/02/iran-investigate-killings-protesters>

Center for Human Rights in Iran, "Casualties and Arrests Mount As Iranian Protests Continue", 02/01/2018, <https://www.iranhumanrights.org/2018/01/casualties-and-arrests-mount-as-iranian-protests-continue/>

Center for Human Rights in Iran, "Workers Peacefully Demanding Unpaid Wages Beaten and Arrested by Anti-Riot Police in Iranian City of Arak", 21/09/2017, <https://iranhumanrights.org/2017/09/workers-peacefully-demanding-unpaid-wages-beaten-and-arrested-by-anti-riot-police-in-iranian-city-of-arak/>

Center for Human Rights in Iran, "Anti-Riot Forces Violently Attack Peacefully Protesting Tehran Bus Union Members", 06/12/2016, <https://iranhumanrights.org/2016/12/labor-protest-police-intervention/>

Iran Human Rights Documentation Center, "Violent Aftermath: The 2009 Election and Suppression of Dissent in Iran", 21/05/2013, <https://iranhrdc.org/violent-aftermath-the-2009-election-and-suppression-of-dissent-in-iran/>

Center for Human Rights in Iran, "Authorities Unleash a Wave of Violence Against Demonstrators", 14/02/2011, <https://iranhumanrights.org/2011/02/violence-demonstrators/>

Human Rights Watch, « Iran : Les forces de sécurité devraient cesser de réprimer violemment des manifestations pacifiques », 14/02/2011, <https://www.hrw.org/fr/news/2011/02/14/iran-les-forces-de-securite-devraient-cesser-de-reprimer-violemment-des>

Center for Human Rights in Iran, "End Violence Against Mourners", 23/12/2009, <https://iranhumanrights.org/2009/12/end-violence-mourners/>

Center for Human Rights in Iran, "Perpetrators of the Post-Election Crackdown", 06/2010, 36 p., <https://www.iranhumanrights.org/2010/05/men-of-violence/>

Center for Human Rights in Iran, "Protesters Injured and Arrested During Peaceful Demonstrations", 04/11/2009, <https://www.iranhumanrights.org/2009/11/4novprotests/>

Center for Human Rights in Iran, "Death Toll Apparently Far Exceeds Government Claims", 15/07/2009, <https://www.iranhumanrights.org/2009/07/deathtoll>

Center for Human Rights in Iran, "Fatal Workplace Fire Highlights Need for Independent Workers Unions", 29/05/2008, <https://iranhumanrights.org/2008/05/fatal-workplace-fire-highlights-need-for-independent-workers-unions/>

Médias

The New York Times, "Protests Pop Up Across Iran, Fueled by Daily Dissatisfaction", 04/08/2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/04/world/middleeast/iran-protests.html>

RFE/RL, "Protest Over Water Scarcity Turns Violent In Southwestern Iran", 01/07/2018, <https://www.rferl.org/a/protest-over-water-scarcity-turns-violent-in-southwestern-iran/29330155.html>

The New York Times, "5 Security Officers in Iran Killed in Clashes with Dervishes", 20/02/2018, <https://www.nytimes.com/2018/02/20/world/middleeast/iran-dervishes-tehran.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iran says over 400 protesters still detained, 25 people killed", 14/01/2018, <https://www.rferl.org/a/iran-judiciary-say-400-antigovernment-protesters-still-detained/28974746.html>

BBC, "Iranian cities hit by anti-government protests", 29/12/2017, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-42512946>

BBC, "Iranians protest against high prices in Mashhad", 28/12/2017, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-42506666>

Tehran Times, "Iran police launches elite women division", 27/09/2016, <https://www.tehrantimes.com/news/406789/iran-police-launches-elite-women-division>

Tasnim news, «نوپو»؛ سرزمین ناشناخته ناجا/مهارت «هدفگیری و شلیک در ۳ ثانیه» و تسلط به «تمام گویش‌ها» [“La NOPO, territoire inconnu de la NAJA/ experte “pour viser et tirer en trois seconds” et en maîtrise de tous les dialectes”] , 25/08/2014,

<https://www.tasnimnews.com/fa/news/1393/06/04/469338/%D9%86%D9%88%D9%BE%D9%88-%D8%B3%D8%B1%D8%B2%D9%85%DB%8C%D9%86-%D9%86%D8%A7%D8%B4%D9%86%D8%A7%D8%AE%D8%AA%D9%87-%D9%86%D8%A7%D8%AC%D8%A7-%D9%85%D9%87%D8%A7%D8%B1%D8%AA-%D9%87%D8%AF%D9%81-%DA%AF%DB%8C%D8%B1%DB%8C-%D9%88-%D8%B4%D9%84%DB%8C%DA%A9-%D8%AF%D8%B1-3-%D8%AB%D8%A7%D9%86%DB%8C%D9%87-%D9%88-%D8%AA%D8%B3%D9%84%D8%B7-%D8%A8%D9%87-%D8%AA%D9%85%D8%A7%D9%85-%DA%AF%D9%88%DB%8C%D8%B4-%D9%87%D8%A7>

Al Monitor, "Iranian police commander concedes mistakes in 2009 protests", 02/09/2014, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/09/iran-2009-green-movement-protests-law-enforcement.html>

BBC farsi, "افسانه و واقعیت در مورد عملیات 'نوپو' در ایران" ["Légende et réalité au sujet des opérations de la NOPO en Iran"], 24/06/2014, http://www.bbc.com/persian/iran/2014/07/140723_I39_file_nopo

News.police.ir, "1.7 tons of Opium discovered in Golestan", 09/11/2013 http://news.police.ir/News/fullStory_printversion.do?Id=225271

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Tehran Clashes Reported As Iran Rounds Up Moneychangers", 03/10/2012, <https://www.rferl.org/a/iran-arrests-illegal-moneychangers-as-rial-currency-plummets/24727623.html>

The Guardian, "The truth about Iran's campus attack", 23/02/2010, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2010/feb/23/iran-campus-attack-film>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iranian Protests Turn Fatal on Holy Day", 28/12/2009, <https://www.rferl.org/a/1921074.html>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Tehran Sees Protests Despite Officials' Warnings"; 10/07/2009, https://www.rferl.org/a/Hundreds_Protest_In_Tehran_Despite_Officials_Warnings/1773423.html

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Heard in Iran: Security Forces Crack Down", 26/06/2009, https://www.rferl.org/a/Heard_in_Iran_Security_Forces_Crack_Down/1763766.html

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Fierce Clashes As Police Disperse Protesters In Iranian Capital", 21/06/2009, https://www.rferl.org/a/Iranian_Authorities_Step_Up_Warning_Against_Rallies/1758596.html

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Heard In Iran: A Coup That Betrayed the Iranian People", 19/06/2009, https://www.rferl.org/a/Heard_In_Iran_Farda/1758462.html

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Mass Protests In Tehran Turn Deadly", 16/06/2009, https://www.rferl.org/a/Mass_Protests_In_Tehran_Turn_Deadly/1755384.html

The Guardian, "Iran: 12 students reported killed in crackdown after violent clashes", 15/06/2009, <https://www.theguardian.com/world/2009/jun/15/iran-students-protest-election-results>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Heard In Iran: More Than 150 Arrested on May Day", 07/05/2009, https://www.rferl.org/a/Heard_In_Iran_Farda/1624503.html

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iran: For State, Teacher Protests Are Security Matter", 19/03/2007, <https://www.rferl.org/a/1075361.html>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iranian Police Clash With Women's Day Protesters", 08/03/2007, <https://www.rferl.org/a/1075144.html>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iran: Student Activist's Death In Prison A Mystery", 31/07/2006, <https://www.rferl.org/a/1070233.html>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iran: Authorities Detain Student Activists", 02/06/2006, <https://www.rferl.org/a/1068864.html>

Radio free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Student Protests Erupt At Tehran Universities", 24/05/2006, <https://www.rferl.org/a/1068642.html>